

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 02 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AFM RECYCLAGE (ex. LE GALL Ludovic)

Zone d'activités de Saint-Jean
22300 PLOUMILLIAU

Code AIOT : 0005503589

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2022 dans l'établissement AFM RECYCLAGE (ex. LE GALL Ludovic) implanté Zone d'activités de Saint-Jean 22300 PLOUMILLIAU. L'inspection a été annoncée le 02/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AFM RECYCLAGE (ex. LE GALL Ludovic)
- Zone d'activités de Saint Jean 22300 PLOUMILLIAU
- Code AIOT : 0005503589
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est spécialisé dans le transit de déchets non dangereux et dangereux (principalement des déchets métalliques, des DEEE apportés par des particuliers) et la dépollution de véhicules hors d'usage. Le nombre de VHU traités en 2021 s'élevait à 227.

Le site bénéficie pour cette activité d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 23 Décembre 1999 complété le 16 février 2009 et d'un agrément de 2018 pour son activité de dépollution de véhicules hors d'usage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative,
- rapport annuel,
- entreposage des déchets,
- collecte et traitement des effluents.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	rétenction	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-II	/	Sans objet
4	entreposage de déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-V	/	Sans objet
5	Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14	/	Sans objet
6	Traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rétention	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11	/	Sans objet
2	Rétention	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-I	/	Sans objet
7	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 16/02/2009, article 3	/	Sans objet
8	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 16/02/2009, article 3	/	Sans objet
9	Rapport annuel d'exploitation	Article 12 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 décembre 1999	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

D'un point de vu général, il apparaît que les déchets sur le site étaient convenablement triés. Le site ne disposait pas du plan des réseaux d'eaux à jour, ni de document relatif à l'entretien du débourbeur/deshuileur le jour de la visite.

Aucune non conformité entraînant la proposition de mesure administrative n'a été relevée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.
Constats : Les fûts contenant des produits liquides dans le bâtiment de dépollution étaient disposés sur des rétentions dont le dimensionnement était suffisant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. La capacité de rétention est étanche aux liquides qu'elle contient et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des liquides incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : Lors de l'inspection du bâtiment de stockage des déchets et de dépollution, ces conditions étaient respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : III. Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
Constats : Le sol du bâtiment de stockage est recouvert. Néanmoins, les constats effectués ne permettent pas de s'assurer qu'il est entièrement étanche. Le sol n'était par ailleurs pas équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. L'exploitant doit prendre les mesures nécessaires au respect de l'article 11-II de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entreposage de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-V
Thème(s) : Risques chroniques, entreposage de déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur. Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : <ul style="list-style-type: none">- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
Constats : <u>Bâtiment de transit de déchets</u> Le bâtiment contient majoritairement des déchets métalliques divers triés en fonction de leur nature, des déchets issus de la dépollution des véhicules hors d'usage (VHU). D'un point de vue général, les déchets sont entreposés dans des bacs de 1 m ³ (les déchets métalliques, les batteries, les moteurs, le verre) et les déchets liquides sont stockés dans des containers placés sur rétention. Certaines piles contenant des substances susceptibles d'être polluantes n'étaient pas stockées en bac. Des polluants sont susceptibles de se retrouver au sol. Le bâtiment dispose également d'une zone dédiée à l'activité de dépollution des VHU. <u>Zone de transit extérieure</u> Sur le site les principaux stockages extérieurs étaient constitués de DEEE et de déchets de fonte. Aucun VHU terrestre dépollués ou en attente de dépollution n'était présent le jour du contrôle. La hauteur maximale de stockage des déchets était respectée lors de la visite. Lors de la visite aucun des déchets entreposés à l'extérieur n'était susceptible de subir une dégradation en raison de leur conditions de stockage. Par ailleurs, les conditions de transit de déchets ne pouvaient être à l'origine de l'entraînement de substance polluantes. Quelques bennes vides déteriorées et non étanches étaient présentes sur le site. Elles sont selon l'exploitant dédiées au stockage de déchets. Aucun affichage mentionnant la nature des déchets susceptibles d'y être stockés n'était présent sur ces bennes. Il convient que les mesures permettant de stocker les déchets en toute sécurité soient prises et que la signalétique adaptée soit mise en place sur ces contenants. <u>DEEE (déchets d'équipement électrique et électronique visé par la rubrique 2711)</u> Le jour de l'inspection le transit de DEEE était situé à l'extérieur du bâtiment. Son volume était inférieur à 100 m ³ . Cependant, aucun moyen ne permettait clairement de connaître le volume occupé par ces déchets pour s'assurer qu'il n'atteint pas le seuil maximal autorisée sur le site (strictement inférieure à 100 m ³). Sur ce point, il appartient à l'exploitant de mettre en place les moyens nécessaires.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, collecte des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tous les effluents aqueux sont canalisés. Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales. Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise. Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Lors de la visite, le site ne disposait pas de plan des réseaux d'eau à jour. Pour répondre aux dispositions réglementaires, un plan a été transmis par courrier électronique du 6 décembre 2022. Les eaux susceptibles d'être polluées sur le site sont principalement des eaux de pluies susceptibles d'être chargées par des hydrocarbures ou des matières en suspension liées à la présence des déchets entreposés à l'extérieur. Les eaux de lessivage de la zone sont dirigées vers un débourbeur deshuileur et rejoignent un bassin étanche situé en aval du site avant d'être rejetées dans le fossé situé à l'ouest du site. La zone dédiée à l'entreposage des déchets est recouverte, néanmoins, les constats effectués lors de l'inspection ne permettent pas de s'assurer que le sol est étanche. Il appartient l'exploitant de vérifier ce point et de prendre les dispositions correctives si nécessaires.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite l'exploitant a déclaré que le dispositif de traitement a récemment fait l'objet d'un entretien. Le bordereau de suivi du déchet correspondant à l'enlèvement de 5 tonnes d'eau hydrocarburée a été présenté. L'exploitant n'était pas en mesure de présenter le protocole d'entretien et la fiche de suivi correspondant aux opérations effectuées. Il est rappelé que l'exploitant doit tenir l'ensemble de ces pièces à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce point fera l'objet d'un contrôle ultérieur.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral complémentaire du 16/02/2009, article 3
Thème(s) : Situation administrative, superficie et activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La SAS Ludovic Le Gall, ZI Saint-Jean à Ploumilliau est autorisée à exploiter un chantier de stockage et de récupération de ferrailles et véhicules hors d'usage, ainsi qu'un centre de tri et de transit de déchets industriels, comprenant les installations classées décrites ci-dessous: [...]
Constats : Lors de la visite, il a été constaté la présence d'un bateau sur la parcelle 1600 et 1601 du cadastre. L'exploitant a affirmé que la zone était partagée par l'entreprise voisine et que ce bateau n'était pas sous leur responsabilité. La zone d'implantation et le statut de déchet du bateau (usage/hors d'usage) n'ont pas été vérifiés. La dernière demande d'antériorité a été transmise à l'inspection le 8 janvier 2013 et concerne l'activité de dépollution de véhicules hors d'usage visées à la rubrique 2712 de la nomenclature. D'après les éléments de ce courrier, l'activité est soumise à enregistrement pour la rubrique 2712-1 et 2712-2 de la nomenclature et ne mentionne nullement l'activité de dépollution de bateau. La parution du décret n°2018-458 du 6 juin 2018 entraine une modification de la rubrique 2712 de la nomenclature. En effet, toute activité de dépollution autre que les VHU terrestres est dès lors soumise à autorisation. Depuis cette date l'inspection n'a reçu aucune nouvelle demande d'antériorité. Par ailleurs, compte tenu des informations dont dispose l'inspection, l'activité dûment autorisée est désormais soumise à enregistrement au titre de la rubrique 2713 de la nomenclature, depuis le décret modificatif du 6 juin 2018. L'inspection rappelle donc que le site est soumis au respect de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 applicable aux installations soumises à enregistrement sous la rubrique précitée. Compte tenu des évolutions réglementaires, il convient que le tableau de la nomenclature des installations classées exploitées soit mis à jour et transmis à l'inspection. Aussi, l'inspection rappelle à l'exploitant comme précisé lors de la visite qu'aucune dépollution de bateaux hors d'usage n'est autorisée sur son site. Ces constats feront l'objet d'un contrôle ultérieur plus approfondi.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral complémentaire du 16/02/2009, article 3
Thème(s) : Terrain d'asiette et superficie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La surface du terrain d'implantation est égale 13992 m2 et correspond aux parcelles 422 (pour partie), 425, 426, 427, 428 et 429 (pour partie), section G du cadastre de la commune de Ploumilliau.
Constats : D'après les informations communiquées par l'exploitant lors de la visite, une partie de la zone ayant fait l'objet du contrôle n'est pas exploitée par la société AFM Recyclage. Selon les informations recueillies, il apparaît que la superficie du terrain exploité par l'établissement s'élève à environ 11040 m ² . Les éléments d'appréciation correspondants sont à transmettre à l'inspection afin de s'assurer du respect des conditions d'exploitation édictées à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Rapport annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral d'autorisation du 23/12/99 – article 12
Thème(s) : Rapport annuel d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un rapport annuel d'exploitation au regard de la protection de l'environnement [...]. Ce rapport précise notamment: <ul style="list-style-type: none">- la situation de l'établissement au regard des installations classées mentionnées l'article 1er du présent arrêté,- les conditions dans lesquelles sont appliquées les prescriptions du présent arrêté,- les opérations menées en matière d'environnement pendant l'année en mentionnant les investissements correspondants?- le flux des déchets, leur provenance, leur filières de traitement et ou de valorisation.
Constats : L'exploitant n'a pas transmis pas le rapport annuel exigé à l'article 12 de l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'inspection rappelle qu'il doit transmettre ce rapport annuellement avant le 31 mai 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet